# RÉSEAUX PUBLICS

LA LETTRE DE LA FNCCR

NUMÉRO 1

AVRIL 2022


# TERRITOIRES DURABLES & CONNECTÉS

LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

**31 000 territoires aidés avec ACTEE**

CYCLE DE L'EAU

**Connaissez-vous France Eau Publique ?**

territoire d'énergie

cycle de l'eau

territoire numérique


FNCCR

SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES E-COMMUNICATIONS

EDITO

# Au cœur des grands enjeux actuels

**Xavier Pintat**
Président de la FNCCR
Membre honoraire du Parlement

Par la publication de cette nouvelle lettre nationale, la FNCCR renoue avec la tradition. En effet, dès 1934, notre Fédération diffusait la *Revue des collectivités publiques électrifiées*, qui perdura sous différentes formes jusqu'au début du XXIème siècle. Étonnamment, les sujets abordés et problématiques développées, résonnent, à travers les décennies et sont criants de modernité. Dès les premiers numéros, la FNCCR défendait les services publics locaux, le rôle des collectivités, un prix de l'énergie accessible à tous, la cohésion du territoire et les équilibres urbains/ruraux... Ces combats, riches d'enseignements, nous renforcent dans notre action face à des enjeux majeurs, au bénéfice de tous les Français.

Depuis son origine, la FNCCR a su développer de nouvelles compétences pour accompagner les territoires. La Fédération fait désormais également référence dans les domaines du cycle de l'eau et de l'aménagement numérique.

Au-delà de notre mission de défense des intérêts de nos adhérents, la lettre *« Réseaux publics »* a aussi pour objectif de mettre en avant des initiatives issues des territoires qui intéresseront l'ensemble des acteurs publics et leurs partenaires à l'échelle nationale. En nous positionnant comme le relais de nos adhérents, nous souhaitons témoigner de toute la richesse et de l'inventivité des collectivités, à l'échelle locale, pour relever les défis de la transition écologique et renforcer la qualité des services publics locaux.

Enfin, je rappelle que cette lettre, est un outil complémentaire de l'ensemble des lettres thématiques diffusées numériquement aux adhérents de la FNCCR, des webinaires, publications et autres formations dispensées tout au long de l'année par la Fédération.

1re ANNÉE — N° 1 JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 1934.

La Revue des Collectivités publiques électrifiées

Publication trimestrielle de la Fédération nationale des Collectivités publiques électrifiées

La vie de la Fédération
L'action des Associations départementales
La Législation et la Jurisprudence des distributions d'énergie électrique

Comptes rendus - Etudes - Communications

Direction, Administration et Publicité : 126, Rue Thiers, TROYES — Adresse postale : Case 43, à Troyes
Abonnement : un an : 18 fr. — Prix du numéro : 4 fr. — Compte Chèques postaux : PARIS 1407-43

SOMMAIRE

**L'avènement des territoires intelligents**
.4

**L'étude cybersécurité de la FNCCR**
.6

**La rénovation énergétique avec ACTEE**
.7

**Loire 100% fibre**
.10

**Les nouveaux adhérents à la FNCCR**
.10

**Gironde : Des actions d'économies d'eau qui portent leurs fruits**
.11

**Découvrez France Eau Publique**
.12

# VITE VU

## 3 MINUTES AVEC LES AODE

Suite à la création d'une vidéo expliquant ses principales missions, la FNCCR vient de mettre en ligne sur sa chaîne YouTube une nouvelle vidéo pédagogique expliquant le rôle des Autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE).

## ACTEE TOUR

Depuis décembre 2021 et jusqu'à l'été 2022, l'ACTEE Tour sillonne les régions de France en mettant à l'honneur des collectivités engagées pour la rénovation énergétique des bâtiments publics.
Chaque étape est ponctuée d'une conférence ouverte aux élus locaux et riche de témoignages du terrain.
**En savoir plus :**
www.programme-cee-actee.fr

## CYCL'EAU

La FNCCR est partenaire des salons CYCL'EAU organisés dans toute la France.

## ENSEMBLE POUR LE BIOGAZ

À l'occasion du salon des maires, la FNCCR et GRDF ont signé une charte sur le zonage de raccordement pour une meilleure coordination des projets visant à l'injection du biométhane dans le réseau.

## RÉNOVER L'ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR

L'Ademe vient de publier un guide dédié à la rénovation de l'éclairage extérieur. Préfacé par le Président Xavier Pintat, cet ouvrage a été réalisé en étroite collaboration avec la FNCCR.

FNCCR
SERVICES PUBLICS LOCAUX DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES E-COMMUNICATIONS

**Réseaux publics**
La lettre institutionnelle de la FNCCR / **Directeur de la publication :** Pascal Sokoloff
**Responsable de la rédaction :** Alexandre Allion
**Rédacteurs :** Alexandre Allion - Agence Chapti - Jennifer Pilon
**Comité de rédaction :** Franco Novelli, Violaine Lanneau, Guillaume Perrin, Lionel Guy, Anne Barbarin, Guillaume Le Bris, Loïc Haÿ, Séverine Gorszczyk.
Tous droits réservés.
**Dépôt légal :** 1er trimestre 2022 / **N° ISSN :** En cours
**Crédits photos :** FNCCR - Adobe Stock - A.Allion - IDF événements - SDEY - P.Diaz - TE38 - SIECF - Morbihan Energie - SDE28 - TE42- SMEGREG - SDDEA - DR.
**Réalisation graphique :** Service communication FNCCR - AA
**Tirage :** 2 500 ex / **Imprimerie :** Espace imprim Paris
Recevoir ce journal en format papier ou numérique : j.pilon@fnccr.asso.fr

FNCCR
Fédération nationale des collectivités concédantes et régies
20 bd de Latour-Maubourg 75007 Paris
Tél. 01 40 62 16 40
Email : fnccr@fnccr.asso.fr
www.fnccr.asso.fr

# DES TERRITOIRES DURABLES ET CONNECTÉS QUI SE RÉINVENTENT

Après vingt ans d'appropriations locales, le territoire « intelligent » est passé de simple concept à une réalité qui s'étend au bénéfice de la transition écologique. La FNCCR se félicite de ces avancées et accompagne ses adhérents dans une plus grande mutualisation de son déploiement.

Au croisement des transitions numérique et écologique, le territoire intelligent permet aux collectivités de toutes tailles d'expérimenter des solutions numériques pour la gestion de la mobilité, de l'énergie, de l'éclairage public, de l'eau, des déchets ou encore de la relation aux citoyens (voir les principaux cas d'usage ci-contre). Cet outil incontournable des politiques publiques mesure et évalue en permanence les stratégies qui sont menées dans les territoires, en articulation avec les Plans climat-air-énergie territoriaux. Ces données captées vont permettre aux collectivités territoriales de mettre en œuvre et de suivre leurs actions de transition écologique et énergétique.

Parmi les 200 initiatives de collectivités référencées en France, quelques projets phares et fortement médiatisés, comme à Dijon ou à Angers, procèdent d'une stratégie globale pluriannuelle et d'emblée transversale. D'autres, plus nombreuses, reposent sur une approche incrémentale pas-à-pas dans des champs limités, comme à Rennes, Toulouse, Nice, Nantes, Lille ou Montpellier.

L'étude « De la smart city à la réalité des territoires connectés », conduite pour la Direction générales des entreprises, la Fédération française des télécoms, Sycabel, InfraNum et l'AFNUM, souligne l'importance d'un déploiement pas-à-pas dans les territoires. Elle préconise de préférer une méthodologie d'expérimentations sur des cas d'usage ciblés par la collectivité à un déploiement systémique complet. Cette approche mesurée facilite également l'adhésion des citoyens.

Parfois, l'étendue des champs concernés à chaque étape d'intégration permet d'avancer à grands pas, comme avec le projet Finistère Smart Connect. Dans ce département, le syndicat d'énergie crée un véritable service de territoire connecté aux collectivités adhérentes. Elles disposent, ainsi, à moindre coût, d'outils de pilotage de leurs politiques publiques dans les domaines de l'efficacité énergétique et de l'optimisation des services publics en réseaux.

Territoire d'énergie Finistère assure l'infrastructure avec un engagement fort sur la cybersécurité. Après un déploiement réussi sur deux territoires test, une communauté de communes de 50 000 habitants et l'île d'Ouessant, deux nouveaux territoires vont être équipés et deux communautés d'agglomération sont à

l'étude. Progressivement, l'enjeu est de construire des partenariats techniques et financiers à l'échelle de chacune des communautés de communes pour couvrir un territoire intercommunal.
Néanmoins, ces démarches demeurent souvent expérimentales et peinent à se généraliser à l'ensemble des territoires. Le passage à l'échelle et l'industrialisation des projets nécessitent d'affiner les modèles économiques et de consolider les retours d'expériences.
Au regard de la complexité de ce type de projet, en termes de choix technologiques, de coût, de gouvernance multi-acteurs et de contractualisation, mais aussi de mesure d'impact et d'évaluation, restent à inventer des leviers de mutualisation efficaces pour que les bénéfices des usages et des services déployés par les collectivités pionnières profitent à tous les territoires.
Au-delà, la cybersécurité des systèmes et des données est un sujet sensible qui ne peut être ignoré. Cette numérisation des processus publics nécessite une souveraineté et une surveillance indispensables à la confiance des habitants.
Si ce déploiement se fera sur un temps relativement long, une dizaine d'années, les experts évaluent un budget d'un à deux milliards d'euros d'investissements pour une généralisation nationale. Ils prévoient notamment l'extension de la numérisation d'une dizaine de cas d'usage aujourd'hui à plus d'une vingtaine en phase de déploiement. Il est à noter que les sujets de la biodiversité et du climat pourraient émerger très prochainement.
Ce sont les actions portées par les collectivités territoriales qui permettront de couvrir le territoire et, en premier lieu, les syndicats d'énergie et syndicats numériques, les métropoles et les agglomérations.
La FNCCR, quant à elle, endosse le rôle d'animateur pour ce réseau national des acteurs des territoires intelligents par la mise en réseau, la valorisation des enjeux nationaux d'interopérabilité et la valorisation des modèles de données.
Demain, le territoire intelligent n'est pas envisagé comme une simple numérisation à tout va des services publics, mais bien dans son enjeu politique de territoire durable et inclusif.

## PRINCIPAUX CAS D'USAGE DES PROJETS DE TERRITOIRES INTELLIGENTS PORTÉS PAR LES COLLECTIVITÉS

### Déchets
**Mesures du niveau de remplissage des points d'apport volontaires**

### Environnement
**Mesures du niveau et/ou de la qualité des eaux de rivière**
**Inventaires de biodiversité**

### Mobilité
**Comptages des flux (véhicules, vélos, piétons)**
**Pilotage des bornes de recharge pour véhicules électriques**
**Gestion du stationnement**

### Cadre de vie & urbanisme
**Pilotage de l'arrosage des espaces verts**
**Pilotage de la signalisation routière et des feux tricolores**
**Vidéoprotection**
**Mesure du niveau de bruit**

### Bâtiments & réseaux
**Mesures des consommations multi-fluides**
**Télérelèves des compteurs d'eau et détections des fuites**
**Pilotage de l'éclairage public**
**Mesure de la qualité de l'air intérieur (écoles)**

## PAROLE À Anne Le Hénanff

Première adjointe au maire de la ville de Vannes ; Présidente de la commission « usages numériques et territoires intelligents » de la FNCCR.

## « Le territoire sera intelligent s'il est pragmatique.

**Dans quelle mesure le déploiement du territoire intelligent est-il un levier incontournable pour la transition écologique ?**
Le territoire intelligent est un des leviers pour répondre aux objectifs de réduction des gaz à effet de serre et de préservation de l'environnement. Pour cela, il doit être déployé dans l'ensemble des territoires, y compris les communes et sans fracture territoriale !

**Quels sont les facteurs clés de succès pour une généralisation, y compris dans les territoires ruraux ?**
Le territoire sera intelligent s'il est pragmatique et qu'il est mené pas-à-pas. L'initiative locale est la clé du succès pour les communes : des solutions adaptées aux besoins et liées à l'usage et à l'utilité pour le citoyen. Si la technicité de ce sujet innovant peut représenter un frein pour les élus, les maires sauront pouvoir s'appuyer sur l'expertise des syndicats départementaux d'énergie ou du numérique, mais également sur leur EPCI.

**Ne craignez-vous pas que les questions légitimes de cybersécurité freinent cet essor ?**
La cybersécurité doit être prise en compte dès la conception des applications et des usages intelligents. En France, cette question est particulièrement bien investie par les autorités nationales et locales. Les maires ont conscience de cet enjeu et ne s'engageront pas sans garanties.

**Quelle est la prochaine grande étape pour le territoire intelligent ?**
Beaucoup de communes sont encore dans les starting-blocks. Grâce aux acteurs compétents dans les territoires, la priorité est de lancer la démarche le plus largement possible en matière de gestion de l'énergie des bâtiments, de l'éclairage public, de la mobilité et des déchets.

»

CYCLE DE L'EAU

# LA MÉDIATION DE L'EAU AU SERVICE DES USAGERS

Créée en 2009, la Médiation de l'eau résulte de la volonté des acteurs institutionnels nationaux représentatifs du secteur de l'eau et de l'assainissement de créer un dispositif de médiation de consommation unique à l'échelle nationale. Ce dispositif est aujourd'hui accessible à 94 % des abonnés des services publics d'eau en métropole et dans les territoires d'outre-mer.
La FNCCR et France Eau Publique (FEP) sont représentées au sein de l'Association de la médiation de l'eau (AME) dans le collège des élus par Maryvonne Buchert, Adjointe au Maire de Mulhouse et Hervé Paul, Président de la commission eau, assainissement et énergie de la Métropole Nice Côte d'Azur.
Par ailleurs, Jean Biechlin, Directeur général de la RESE 17 et Rémy Coopman, Président d'Eaux de Vienne, ont été désignés dans le collège des opérateurs.

En dépit d'un contexte sanitaire, le concours Ecoloustics 2021 a bénéficié d'une belle participation des écoles et collèges à l'échelle nationale.
Quatre classes de cycle III de l'Orne, de Côte-d'Or, de Mayenne et d'Indre-et-Loire ont été élues par le jury composé de journalistes, d'experts de l'éducation et d'élus.
Depuis son origine, le concours Ecoloustics a permis de mobiliser plus de 10 000 élèves autour des enjeux de la transition énergétique.

NUMÉRIQUE

# LA CYBERSÉCURITÉ AU CŒUR DES TERRITOIRES INTELLIGENTS

La FNCCR a récemment publié les résultats d'une étude inédite sur la cybersécurité des collectivités territoriales. À l'heure du « tout intelligent », l'étude souligne le retard des territoires face aux risques avérés et apporte des solutions pratiques pour agir.

Réalisée en partenariat avec Tactis, Devoteam et Parme Avocats, l'étude conduite pour la FNCCR révèle l'urgence de la situation au regard de la maturité des collectivités face au risque cyber.
Dans le cadre de projets de villes et territoires intelligents, les usages numériques des collectivités se développent rapidement et concernent de nombreuses thématiques : eau potable, bâtiments publics, déchets, vidéoprotection, voirie...). En outre, les outils utilisés, comme les plateformes de données se multiplient, de manière indépendante et hétérogène, au sein de chaque territoire, complexifiant leur gestion et les interopérabilités entre les systèmes.
Face à cette situation et aux risques croissants associés, le niveau de compétences et les moyens varient sensiblement selon le profil des collectivités, mais restent nettement insuffisants. Seulement 12 % des 240 structures interrogées avaient connaissance de mécanismes juridiques concrets pour répondre aux enjeux de cybersécurité.
Malgré les nombreuses attaques recensées et leur impact sur l'organisation des structures touchées, la perception du risque cyber reste encore limitée selon l'étude.
C'est ainsi que cette publication a été complétée d'une série de préconisations à destination des collectivités.
La sécurisation des documents publics sensibles, notamment ceux intégrant des données personnelles, sera dans tous les cas une priorité d'action pour les territoires.
Le premier enjeu demeure la sensibilisation et la formation des agents concernés au sein des collectivités ; cette dynamique pouvant trouver un plus fort écho grâce à la désignation d'un élu dédié à la cybersécurité et la mise en place d'une stratégie interne. *« La cybersécurité doit entrer dans le champ politique pour peser dans les décisions à prendre. Elle concerne tous les services d'une collectivité , tous les points d'entrée - sites, réseaux sociaux, applications - et doit être appréhendée rapidement sous peine de ne pas prendre les mesures nécessaires dans les temps, comme l'ont malheureusement vécu récemment des villes, des hôpitaux, des intercommunalités... Le rythme des attaques allant croissant »* explique Patrick Chaize, Vice-président au numérique de la FNCCR. En outre, les collectivités ont intérêt à mutualiser leurs moyens et à développer notamment des partenariats entre-elles.

*L'étude est à retrouver dans son intégralité sur le site Internet de la FNCCR.*

Réhabilitation d'une salle culturelle à Watten (59)

## RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

# 31 000 COLLECTIVITÉS BÉNÉFICIAIRES D'ACTEE

Porté par la FNCCR, le programme ACTEE vise à impulser des travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics. Plus de 103 millions d'euros sont apportés aux collectivités dans le cadre d'appels à projets organisés jusqu'en 2023.

Fort de sa notoriété, le programme ACTEE constitue aujourd'hui l'un des plus importants programmes de financement pour la rénovation énergétique à l'échelle nationale. Porté par la FNCCR, il mutualise des moyens financiers issus des certificats d'économie d'énergie auprès de douze fournisseurs. ACTEE apporte ainsi des financements pour la phase amont des projets, comprenant les études, les diagnostics et le

suivi des opérations notamment l'embauche d'économes de flux.
En outre, la FNCCR a développé dans ce cadre un centre de ressources national permettant aux territoires d'accéder gratuitement à des formations, des documents types, des simulateurs ainsi qu'un conseil juridique, économique et technique.

Le numéro vert **0 800 724 724** permet aux élus et aux agents territoriaux de contacter directement des experts de l'équipe ACTEE.
Pour en bénéficier, les collectivités sont appelées à se regrouper pour répondre à des appels à projets dédiés à des typologies de bâtiments. *« C'est une spécificité du programme »*, souligne Danielle Mametz, Vice-présidente de la FNCCR, *« Ces candidatures collectives favorisent le dialogue entre les acteurs au sein des territoires et permettent d'agir plus globalement et avec plus de cohérence »*.
Déjà 1 860 lauréats rayonnant auprès de plus de 31 000 collectivités ont été soutenus ; les projets accompagnés représentant environ 215 millions d'euros d'investissement.
Si un certains nombre d'appels à projets sont à ce jour clos, plusieurs seront lancés en 2022 et d'aucuns se poursuivront jusqu'en 2023, à l'instar du sous-programme **Act'Eau**, ciblant la rénovation des piscines publiques.

### C'EST AUSSI L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

En 2022, le programme ACTEE se dote de deux nouveaux dispositifs. **Lum'acte** va financer les démarches de rénovation de l'éclairage public et le sous-programme **Eff'acte** a pour but de soutenir les projets d'effacement de consommation d'énergie sur les réseaux de distribution.

## COMPRENDRE

# PRIX DE L'AARHSE

Le prix de l'AARHSE (Association académique de recherche en histoire et sociologie de l'énergie), créé par la FNCCR, récompense chaque année des travaux de chercheurs et d'étudiants. Présidé par Antoine Corolleur, le jury a désigné les lauréats pour l'année 2021 :

- Sarah Thiriot pour sa thèse en sociologie intitulée *« Mettre en marché la durabilité : valeurs et dispositifs de la rénovation dans le bâtiment et l'immobilier d'entreprise »*.
- Fanny Lopez pour son ouvrage *« L'ordre électrique, infrastructures énergétiques et territoire »*, publié par Métis Presses en février 2019.

- Jean-Baptiste Goisque pour son mémoire de master en histoire *« Territorialisation des politiques énergétiques en Aquitaine depuis 1980 : catalyseur de l'action publique, levier de développement socio-économique des territoires »*.

*Ces travaux sont à retrouver en courtes vidéos sur la chaîne Youtube de la FNCCR.*

## NUMÉRIQUE

# FRANCE DATA RÉSEAU

Piloté par la FNCCR, le projet France Data Réseau (FDR) vise à construire une plateforme collaborative et un cadre de confiance pour le partage et la valorisation de données territoriales.
À travers la réalisation de quatre cas d'usage auxquels participent 15 territoires pilotes, l'objectif est de démontrer que la mutualisation et l'exploitation de ces données permettent d'améliorer la gestion des services publics en réseau.
Lauréat de l'appel à projets « transformation numérique des collectivités territoriales » du plan France Relance, FDR bénéficie d'un cofinancement de l'État. Sa mise en œuvre démarrée en octobre 2021 doit produire des résultats concrets avant fin 2022.

# FOCUS

## Les talents de Territoire d'énergie

La FNCCR a conduit en 2021 une campagne de promotion de la marque collective Territoire d'énergie mettant en avant des talents et des compétences de syndicats d'énergie utilisateurs de la marque.
Par ailleurs, la marque a été adoptée récemment par de nouveaux territoires en France métropolitaine (Hautes-Alpes, Alsace...) et d'outre-mer avec notamment l'arrivée de Territoire d'énergie Moorea-Maiao (Polynésie).

# BRÈVES

### Sécurité des ouvrages : Le PCRS reconnu comme dépense d'investissement

La ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a récemment confirmé que les dépenses engagées par les collectivités territoriales et leurs groupements pour l'acquisition et l'entretien d'un Plan corps de rue simplifié (PCRS) sont à considérer comme des dépenses d'investissement éligibles au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

OBSERVATOIRE NATIONAL RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

### Observatoire de la rénovation énergétique

La FNCCR vient de lancer l'Observatoire national de la rénovation énergétique des bâtiments publics.
Une enquête a ainsi été adressée à 5 000 collectivités ayant bénéficié d'un soutien du programme ACTEE.
De nouveaux sondages vont être effectués das les semaines à venir, auprès des collectivités de France métropolitaine et d'outre-mer, afin de disposer de données fiables pour nourrir l'élaboration des politiques nationales de rénovation énergétique.

### Guides aides financières agricoles

La FNAB, l'AMF et la FNCCR ont édité un guide présentant les aides financières pour une agriculture plus durable. Cet ouvrage est basé sur des exemples locaux de partenariats et de dispositifs initiés par des collectivités notamment pour la protection de la ressource en eau.

## Label Terre d'innovation

Le SDEY Territoire d'énergie Yonne a organisé, en partenariat avec la FNCCR, les premiers trophées « Terre d'innovation ». Ce label remis à 10 communes de l'Yonne récompense leurs investissements réalisés en lien avec le syndicat d'énergie. Chaque collectivité se voit ainsi remettre un panneau précisant les thématiques dans lesquelles elle excelle (éclairage public, dissimulation, transition énergétique, mobilité...).

La FNCCR compte déployer ce concept à l'échelle nationale en le proposant à ses adhérents. Les prix locaux pourront être complétés par un prix national.

## Baromètre des énergies renouvelables : la France en retard

Le journal Observ'er, l'Ademe et la FNCCR ont présenté fin janvier 2022 le baromètre des énergies renouvelables électriques en France. Ce bilan, repris par de nombreux médias nationaux, fait état d'une augmentation de quatre gigawatts de puissance installée, notamment en solaire photovoltaïque. Cependant, cette croissance ne suffit pas à atteindre les objectifs fixés par la France et par l'Europe.

Les porteurs de l'étude se félicitent toutefois de l'essor de projets impliquant les collectivités et les citoyens, favorisant ainsi leur appropriation locale et leur acceptabilité, notamment en éolien.

## Le CSDPE sur la toile

Le Comité du système de distribution publique d'électricité (CSDPE) a été créé au niveau national par la loi de Transition énergétique en 2015. Il comprend trois collèges : État, territoires et gestionnaires de réseau. Présidé par le président de la FNCCR, il a pour but d' « examiner la politique d'investissement » sur la base des données fournies par les conférences départementales dites « NOME ».

À l'issue d'ateliers entre ses membres entre 2020 et 2021, la première version d'un site Internet a vu le jour. Les données des conférences 2021 y sont mises à disposition des membres.

La loi relative à la transition énergétique institue également un comité équivalent pour les zones non-interconnectées.

## MORBIHAN
# L'AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE D'ÉLECTRICITÉ PREND DE L'AMPLEUR

En 2018, Morbihan énergies fut l'un des premiers syndicats à lancer une opération d'autoconsommation collective.
40 kilowattheures sont produits grâce aux panneaux photovoltaïques installés sur un bâtiment communal. Cette énergie générée en circuit court permet d'alimenter plus d'une dizaine d'entreprises et d'artisans.
À l'époque, il était encore nécessaire de créer une association réunissant producteurs et consommateurs. Cette expérimentation a permis au syndicat d'affiner les aspects législatifs, les dimensions contractuelles et les enjeux de réseaux et de données d'un tel projet.
Aujourd'hui, avec le soutien du FEDER et de la région Bretagne, les quatorze EPCI du territoire lancent, en parallèle, l'opération « Partagelec ».
Au niveau opérationnel, ce changement d'échelle permet notamment d'identifier des solutions de simplification administrative ne nécessitant pas la création d'une personne morale. Dans les territoires, différentes situations ont été mises en place avec les élus : exclusivement sur des bâtiments publics, avec des citoyens, des entreprises ou un mix de ces configurations.
Cette variété est également très intéressante à observer dans le retour d'expérience. De plus, le volet communication sur le projet auprès des futurs consommateurs de l'énergie produite s'est révélé une opportunité de sensibilisation autour des enjeux de la transition énergétique et des gestes de maîtrise des consommations.
À la fin de l'année, l'ensemble des projets seront mis en service et le syndicat prévoit déjà le lancement d'une deuxième vague équivalente ou supérieure.
L'enjeu est de standardiser l'offre aux élus avec une palette de d'opérations de production photovoltaïque : autoconsommation, revente, autoconsommation collective, dont Morbihan énergies maîtrise parfaitement les contours.

## Bienvenue aux nouveaux adhérents

Syndicat intercommunal des eaux de la région d'Ambérieu en Bugey ▪ Syndicat intercommunal à vocations et objectifs multiples eau et assainissement Nord Allier ▪ Communauté d'agglomération du Grand Narbonne ▪ Communauté d'agglomération Sète agglopôle Méditerranée ▪ Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie ▪ Commune de Domancy ▪ Communauté d'agglomération Castres-Mazamet ▪ Etablissement public territorial Est Ensemble ▪ Commune de Thèreval ▪ S.I.C.A.E. de la Vallée du Sausseron ▪ Communauté de commune de la Veyle ▪ Syndicat de gestion des eaux du Velay ▪ Syndicat mixte des eaux du Causse de Martel et de la Vallée de la Dordogne (S.M.E.C.M.V.D.) ▪ Communauté d'agglomération Mauge Communauté ▪ EPT Grand-Orly Seine Bièvre ▪

**Contact adhésion :** sgs@fnccr.asso.fr

## LOIRE
# 100 % FIBRE POUR TOUS

Dans la Loire, la fibre s'est déployée à très haut débit, sous l'égide de TE42, pour rendre le numérique utile, utilisable et accessible à tous. En cinq ans, l'intégralité du département, hors zones AMII*, était fibrée. C'est le premier réseau d'initiative publique 100 % fibré finalisé avec 13 000 km de réseau dans 274 communes et 190 000 points de terminaison optique (PTO).
Cinq EPCI de la Loire sont d'ores et déjà labellisés « zone fibrée » avec à terme l'extinction du réseau en cuivre.
À date, 50 % des usagers potentiels ont sollicité le raccordement de leur logement.
Ce changement d'échelle s'accompagne du développement des usages du numérique.
40 conseillers numériques, les Maisons des services et des journées d'information contribuent à réduire la fracture numérique dans tout le territoire.

*Zones AMII : zones déployées en fibre optique directement par les opérateurs privés.

## AUBE
# ANTICIPER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Intervenant à toutes les étapes du cycle de l'eau, le syndicat SDDEA et sa régie s'engagent dans une stratégie d'anticipation du changement climatique à horizon 2100, échéance raisonnable pour étudier les investissements adaptés.
La première étape est lancée avec une grande étude de modélisation des ressources en eau du territoire qui pourraient perdre entre 2,4 m et 10 m de niveau de nappe phréatique.
Les modalités de sécurisation de l'alimentation en eau potable datant des années 50 sont également à l'étude pour repenser les infrastructures d'interconnexion. Adaptation et atténuation guident les actions menées dans une logique véritablement partenariale autour d'un observatoire de l'eau prospectif et concret.

## CHER

# BAUGY, PREMIER VILLAGE CONNECTÉ EN FRANCE

Enjeu croissant de rénovation pour les communes rurales, l'éclairage public fait l'objet de toutes les attentions.
Première étape, le passage en LED pour des raisons écologiques et économiques. Ainsi, le syndicat d'énergie départemental du Cher (SDE 18) a mis en place un plan de remplacement des éclairages publics, trop énergivores avec un financement à hauteur de 70 %.
À Baugy, c'est un projet global d'innovation qui a vu le jour grâce à un partenariat public/privé de plusieurs années.
Dès le marché de travaux, le syndicat a introduit un critère « innovation » pour le jugement des offres. Ainsi, les entreprises avaient l'obligation de proposer dans leur mémoire technique une ou plusieurs solutions innovantes susceptibles d'être mises en œuvre au cours des quatre années du marché.

Inéo, entreprise lauréate pour le lot de Baugy, a proposé la réalisation d'un lab'village en situation réelle. Ce laboratoire d'expérimentations fait suite au projet créé dans un hangar en Seine-et-Marne. L'idée était de reproduire ces innovations en situation réelle et en milieu rural.
En complément des travaux d'enfouissement des réseaux menés par le SDE18, la société Inéo a ainsi investi en réalisant un véritable laboratoire à ciel ouvert dans la commune : connexion haut-débit, éclairage public intelligent, mat connecté sur la place centrale, passage piéton lumineux, application de gestion sur smartphone, vidéoprotection pour les dépôts sauvages et les intrusions.
Le premier village connecté de France a même attiré l'attention des médias nationaux… Des représentants de la FNCCR se sont également rendu sur place afin de découvrir le projet et de participer à un colloque dédié.
Très bien accueillies et utilisées au quotidien, ces technologies ont vocation à être démultipliées à l'échelle départementale, voire nationale.
Dans le département, le syndicat d'énergie propose des financements incitatifs aux communes rurales pour des solutions innovantes pour l'éclairage public comme des arbres solaires connectés ou des mats autonomes.
L'année dernière, 100 000 € ont permis d'abonder des financements déjà existants pour accélérer la transition énergétique.

## NORD

### DES CAFÉS-ÉCHANGES POUR ACCOMPAGNER LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Territoire d'énergie Flandre (SIECF), qui regroupe 98 communes pour 200 000 habitants, a lancé dès 2008 des permanences dédiées aux consommateurs d'énergie sur le territoire.
De façon hebdomadaire ou bimensuelle, elles accueillent les habitants dans une dizaine de lieux. Elles apportent une expertise en collaboration avec les communes rurales, les CCAS des grandes villes et les services sociaux du département, souvent démunis face aux problématiques énergétiques. 450 à 500 familles sont accompagnées chaque année, aussi bien pour des sujets d'électricité que de gaz. Il peut s'agir du chèque énergie, de la facturation, des compteurs communicants, de la médiation en cas de litige ou de demandes de plans de paiement. Le nombre d'usagers concernés par la précarité énergétique et le montant des impayés sont en augmentation constante. Pour sensibiliser les publics fragiles, le syndicat anime des cafés-échanges afin de leur présenter ce service de proximité.

## GIRONDE

# DES ACTIONS D'ÉCONOMIES D'EAU QUI PORTENT LEURS FRUITS

Pour la première édition des Trophées des économies d'eau organisés par le Club des économies d'eau, animé par la FNCCR, deux actions, deux actions du syndicat d'eau de Gironde (SMEGREG) ont été primées. La première, portée par le SAGE Nappes profondes de Gironde, vise la sensibilisation des habitants aux économies d'eau notamment via le site internet, devenu référent depuis sa création en 2005, **www.jeconomiseleau.org**. L'ensemble du dispositif a permis au territoire de maintenir un objectif de consommation à 75 m³/habitant contre 90 m³ au début des années 2000, soit une diminution de près de 17 %. La deuxième action, menée en complément, consistait à distribuer 80 000 kits hydro-économes à 60 000 usagers volontaires, soit environ 10 % des logements de Gironde.
Le projet « MAC eau » a été plébiscité pour le rapport coût/efficacité obtenu de 0,20 €/m³ économisé.

ZOOM

**RENDEZ-VOUS**

## EVER MONACO

**27 au 29 avril 2022**

La FNCCR est partenaire de cette nouvelle édition d'Ever Monaco, les rencontres dédiées à la mobilité électrique.
Accès gratuit

**RENDEZ-VOUS**

## CARREFOUR DE L'EAU

**29 au 30 juin 2022**

**Parc Expo Aéroport - Rennes**

Retrouvez les équipes de la FNCCR à l'occasion de la 23 ème édition du carrefour de l'eau.

**RENDEZ-VOUS**

## CONGRÈS DE LA FNCCR

**27 au 29 septembre 2022**

**Couvent des Jacobins - Rennes**

Plus de 2000 élus et décideurs locaux sont attendus à Rennes pour le 38ème congrès de la FNCCR.
Ouvert sur inscription à toutes les collectivités de France pour débattre autour des services publics locaux de l'énergie, de l'eau et du numérique.

**Tous nos événements sur : www.fnccr.asso.fr**

**RENDEZ-VOUS**

## ASSISES EUROPÉENNES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**31 mai au 2 juin 2022**

**Palexpo - Genève**

La FNCCR et Territoire d'énergie Auvergne-Rhône-Alpes vous accueilleront sur leur stand à Genève du 31 mai au 2 juin 2022 dans le cadre des Assises européennes de la transition énergétique.

# On vous en parle

## France Eau Publique
### Le club des collectivités engagées pour la gestion publique de l'eau

**Créé en 2012 et constitué au sein de la FNCCR, le réseau France Eau Publique (FEP) regroupe une centaine de collectivités organisatrices de services d'eau et d'assainissement en gestion publique et d'opérateurs publics (régies et SPL)., qui desservent plus de 15 millions d'habitants en eau potable et plus de 9,5 millions d'habitants en assainissement collectif.**

Le réseau favorise les échanges directs et synergies entre acteurs publics de l'eau, à travers des groupes métiers et des outils de mutualisation. Porteur du modèle de la gestion publique au niveau national et force de proposition, il accompagne les entités publiques émergentes et représente ses membres auprès des instances nationales, à l'instar des prérogatives de la FNCCR.
Pour Christophe Lime, Vice-président de Grand Besançon Métropole et Président du réseau France Eau Publique, *« L'eau doit être reconnue comme un bien commun. La gestion publique fait de chacun et chacune d'entre nous l'acteur de la politique de l'eau, en s'engageant au service de valeurs fortes : solidarité, proximité, et co-construction avec les parties prenantes. Faire le choix de la gestion publique, c'est adhérer à un projet de société qui nous engage et nous honore. C'est pourquoi les membres de FEP s'attachent à défendre un service public de qualité, ancré dans l'aménagement durable des territoires. L'essor des adhésions et les territoires de tous types et de toutes tailles qui reprennent en main la gestion de leur eau est un bon signal, la preuve d'une vraie prise de conscience des enjeux de l'eau. »*
**www.france-eaupublique.fr**

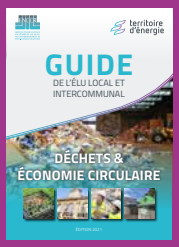
### Comment adhérer ?

La collectivité doit préalablement adhérer à la compétence « cycle de l'eau » de la FNCCR pour accéder à l'adhésion optionnelle au réseau FEP.

## NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS EN LIBRE ACCÈS À RETROUVER SUR LE SITE INTERNET DE LA FNCCR

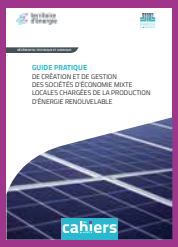
Présentation de la FNCCR

Guide sur la rénovation des piscines




Guide de l'élu sur la gestion durable des déchets

Guide de l'élu pour l'aménagement numérique du territoire




Cahier de la FNCCR pour la constitution des SEM

Dossier pour l'essor des EnR en zone rurale